

## **MEDIATION-CONSEIL VOUS INFORME** **JANVIER 2009**

### **ACCORDS DE BRANCHE NON ETENDUS**

#### **CLASSIFICATIONS & SALAIRES**

- ✓ AGENCES GENERALES D'ASSURANCE : Accord du 18/11/2008 - Egalité salariale.
- ✓ CHIMIE : Accord du 7/1/2009 - Salaires au 1/2/2009.
- ✓ GRANDE DISTRIBUTION : Avenant du 5/11/2008 - Salaires.
- ✓ PAPIERS-CARTONS : Avenant du 30/9/2008 - Salaires.
- ✓ PREVENTION ET SECURITE : Avenant du 9/10/2008 - Salaires au 1/12/2008.
- ✓ SERVICES INTERENTREPRISES DE SANTE AU TRAVAIL : Accords du 20/1/2009 - Classification et salaires.
- ✓ SOCIETES CONCESSIONNAIRES OU EXPLOITANTES D'AUTOROUTES : Accord du 26/11/2008 - Salaires.

#### **DUREE DU TRAVAIL - HEURES SUPPLEMENTAIRES - TRAVAIL DE NUIT**

- ✓ EXPERTS-COMPTABLES : Avenant du 14/11/2008 - Heures supplémentaires.

#### **FORMATION PROFESSIONNELLE - NEGOCIATION COLLECTIVE**

- ✓ GRANDE DISTRIBUTION : Avenant du 5/11/2008 - GPEC
- ✓ SERVICE DE L'EAU & DE L'ASSAINISSEMENT : Avenant du 17/11/2008 - GPEC.

#### **AUTRES THEMES**

- ✓ ASSURANCE : Accord du 15/1/2009 - Diversité, mixité et emploi des séniors.
- ✓ AVOCATS : Avenant du 24/10/2008 - Modification de l'article 10 relatif à la période d'essai (durée de l'essai et délai de prévenance).
- ✓ COMMERCE DES ARTICLES DE SPORT : Accords du 22/10/2008 - Epargne salariale et égalité.
- ✓ EXPERTS-COMPTABLES : Avenant du 14/11/2008 - Période d'essai, indemnité de licenciement, mise à la retraite.
- ✓ GRANDE DISTRIBUTION : Avenant du 13/11/2008 - Absences autorisées pour événements familiaux
- ✓ INDUSTRIE DE L'HABILLEMENT : Avenant du 30/9/2008 - Protection sociale complémentaire.
- ✓ INDUSTRIES ELECTRIQUES & GAZIERES : Accord du 27/11/2008 - Mise en place d'une couverture de prévoyance complémentaire.
- ✓ PROPRIETE : Avenant du 12/12/2008 - Eligibilité et électorat aux élections professionnelles.
- ✓ SOCIETES D'ASSURANCE : Accord du 19/12/2008 - Mixité et diversité.

Immeuble Porte de l'Arénas - C  
1<sup>er</sup> étage  
Quartier ARENAS  
455, Promenade des Anglais  
06299 NICE Cedex 03

TEL : 04 92.29.00.05  
FAX : 04 92.29.00.08

SARL au capital de 75 000 €  
SIRET : 419 163 159 00025  
NAF : 7022Z  
RCS : NICE

## JURISPRUDENCE

- ✓ ACCORD DE PARTICIPATION : Cour de Cass. 2/12/2008 - Un litige qui ne porte pas sur le montant des salaires déclarés à l'administration fiscale (ici les salaires à prendre en compte pour le calcul de la réserve de la participation) relève de la juridiction judiciaire.
- ✓ A TRAVAIL EGAL, SALAIRE EGAL : Cour de Cass. 16/12/2008 - La seule différence de diplômes alors qu'ils sont de niveau équivalent, ne permet pas de fonder une différence de rémunération entre des salariés qui exercent les mêmes fonctions, sauf s'il est démontré par des justifications, dont il appartient au juge de contrôler la réalité et la pertinence, que la possession d'un diplôme spécifique atteste de connaissances particulières utiles à l'exercice de la fonction occupée.
- ✓ A TRAVAIL EGAL, SALAIRE EGAL : Cour de Cass. 10/12/2008 - L'employeur peut accorder une rémunération supérieure à certains salariés en raison d'une meilleure qualité de travail à la condition de présenter des critères objectifs permettant de vérifier la meilleure qualité de ce travail.
- ✓ CADRES DIRIGEANTS : Cour de Cass. 13/1/2009 - Pour déterminer si un cadre a bien la qualité de dirigeant, le juge doit vérifier les conditions réelles d'emploi de l'intéressé, sans être lié par les stipulations de l'accord collectif applicable (confirmation).
- ✓ DETACHEMENT TEMPORAIRE EN DEHORS DU SECTEUR GEOGRAPHIQUE : Cour de Cass. 17/12/2008 - Un détachement temporaire, bien qu'en dehors du secteur géographique, s'analyse en un simple changement des conditions de travail : si les fonctions impliquent une certaine mobilité et que la mission est justifiée par l'intérêt de l'entreprise.
- ✓ DEFINITION DU GROUPE POUR LE RECLASSEMENT : Conseil d'Etat 5/12/2008 - « Le groupe de reclassement » ne se confond pas avec la notion de groupe définie par le code du travail pour le comité de groupe. Par conséquent, l'obligation de reclassement de l'employeur dans le cadre d'un licenciement économique ne s'étend pas à l'ensemble des sociétés d'un groupe international, mais aux entreprises évoluant dans le même secteur d'activité que celui de l'entreprise qui projette le licenciement.
- ✓ DISCRIMINATION : Cour de Cass. 16/12/2008 - Condamnation d'une association pour discrimination sexuelle envers une salariée privée à son retour de congé de maternité du poste qu'elle occupait et de promotion.
- ✓ DELEGUE DU PERSONNEL DESIGNÉ DELEGUE SYNDICAL : Cour de Cass. 24/9/2008 - En principe, seul un délégué du personnel titulaire peut être désigné délégué syndical dans les entreprises de moins de 50 salariés. Néanmoins, si l'entreprise ne conteste pas la désignation en tant que délégué syndical d'un délégué du personnel suppléant dans le délai qui lui est imparti (15 jours), la protection dont ce dernier bénéficiera ne s'éteindra pas à la fin de son mandat électif comme cela serait le cas pour un délégué du personnel titulaire mais seulement en cas de révocation par son syndicat.

- ✓ DELEGUE SYNDICAL ELU DELEGUE DU PERSONNEL : Cour de Cass. 14/1/2009 - Si la désignation d'un délégué syndical dans une entreprise de moins de 50 salariés n'a pas été contestée, le fait que celui-ci soit ensuite élu délégué du personnel n'a pas d'incidence sur son statut qui perdure au-delà du mandat de délégué du personnel.
- ✓ ECOUTE TELEPHONIQUE : Cour de Cass. 16/12/2008 - Une écoute téléphonique (haut parleur) est un mode de contrôle de l'activité du salarié qui doit être porté préalablement à sa connaissance.
- ✓ HARCELEMENT MORAL : Cour de Cass. 3/12/2008 - L'avis du CHSCT peut être pris en compte par les juges mais ne s'impose pas à eux ; ils restent maîtres de la qualification de harcèlement, sous le contrôle de la cour de Cassation.
- ✓ LICENCIEMENT DISCIPLINAIRE : Cour de Cass. 10/12/2008 - Peuvent être retenus à l'appui d'une décision de licenciement disciplinaire des propos injurieux tenus par un salarié sur sa supérieure hiérarchique devant trois adultes qu'il était chargé d'encadrer alors même qu'ils se situaient hors du temps et du lieu de travail.
- ✓ LICENCIEMENT SALARIE ETRANGER : Cour de Cass. 13/11/2008 - Il résulte de l'article L.8252-2 du code du travail que les dispositions des articles L.1232-2 et L.1232-11 et suivants du code du travail (anciens L.122-14 et suivants) régissant le licenciement ne s'appliquent pas à la rupture du contrat de travail d'un salarié étranger motivée par son emploi irrégulier.
- ✓ MALADIE ET CONGES PAYES : CJCE 20/1/2009 - Un salarié ne peut être privé de ses congés payés annuels acquis du fait de son congé maladie.
- ✓ PRISE D'ACTE & SALARIE PROTEGE : Conseil d'Etat 17/12/2008 - Le contrat de travail d'un salarié protégé est rompu dès la prise d'acte de la rupture par ce dernier, sans que puissent avoir une incidence sur cette rupture les agissements ultérieurs de l'employeur (en l'espèce, une demande d'autorisation de licenciement pour laquelle l'administration devait se déclarer incompétente).
- ✓ SALARIES PROTEGES & TRANSFERT PARTIEL D'ACTIVITE : Cour de Cass. 17/12/2008 - En cas de transfert partiel d'entreprise, les élus du personnel ne conservent leur mandat qu'autant que l'entité transférée dispose de son autonomie.
- ✓ TRANSPORT ROUTIER DE MARCHANDISES : Conseil d'Etat 31/12/2008 - Rejet de la requête en annulation du décret du 4/1/2007 relatif à la durée du travail dans les entreprises de transport routier de marchandises.
- ✓ USAGE : Cour de Cass. 26/11/2008 - Un employeur ne peut remettre en cause l'existence d'une pratique généralisée consistant à permettre aux salariés de bénéficier d'un temps raisonnable « non débadgé », sans respecter la procédure de dénonciation d'un usage.

## TEXTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES

### LOIS & ORDONNANCES

- ✓ LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE : Loi du 30/12/2008 - Mise en place d'un nouveau dispositif d'exonération de charges sociales à destination des entreprises situées en « zone de restructuration de la défense ».

### DECRETS & ARRETES

*(Autres que ceux d'extension des accords de branches)*

- ✓ AIDE AU TRANSPORT DOMICILE-TRAVAIL : Décret du 30/12/2008 - Fixation des modalités de prise en charge par l'employeur d'une partie des frais de transport engagés par les salariés pour leur trajet domicile-lieu de travail.
- ✓ AGIRC - ARRCO : Arrêté du 29/12/2008 - Prorogation de l'accord AGIRC - ARRCO jusqu'au 1/4/2009.
- ✓ AT-MP DES SALARIES AGRICOLES ET DES NON-SALARIES AGRICOLES DES DOM : Arrêté du 23/12/2008 - Fixation des taux de cotisations dues au régime d'assurance contre les accidents du travail et maladies professionnelles dues en 2009 par les salariés agricoles et les non-salariés agricoles des DOM.
- ✓ CAE ET CONTRATS D'AVENIR : Décret du 30/12/2008 - Fixation des modalités de prise en charge améliorées pour les CAE et les contrats d'avenir conclus dans les ateliers et chantiers d'insertion.
- ✓ CHOMAGE PARTIEL : Arrêté du 30/12/2008 - Augmentation à 1000 heures dans certains secteurs (industrie du textile, de l'habillement, du cuir et de l'automobile et de certains de ses sous-traitants) du contingent d'heures indemnisables par l'Etat au titre du chômage partiel à compter du 1/1/2009.
- ✓ CREANCES DE L'URSSAF : Décret du 30/12/2008 - Désormais, la créance de l'Urssaf vis-à-vis d'un cotisant qui n'a pas payé ses cotisations est garantie par un privilège dès lors qu'elle dépasse un certain montant. Ce montant est modulé en fonction de la catégorie à laquelle appartient le cotisant et l'effectif de son entreprise.
- ✓ DEPART DE SALARIES : Arrêté du 31/12/2008 - Fixation du modèle de formulaire à remplir par l'employeur en cas de départ de salariés, soit à 55 ans au moins dans le cadre d'un licenciement ou d'une rupture conventionnelle, soit en cas de préretraite d'entreprise ou de mise à la retraite.
- ✓ DUREE DU TRAVAIL DANS LES TRANSPORTS SANITAIRES : Décret du 9/1/2009 - Modification du régime d'équivalences du personnel ambulancier roulant à temps plein.
- ✓ ENTREPRISES TECHNIQUES AU SERVICE DE LA CREATION ET DE L'EVENEMENT : Décret du 12/1/2009 - Mesures relatives au régime d'équivalences dénommé « temps de disponibilité indemnisé ».
- ✓ INSPECTION DU TRAVAIL : Décret et Arrêté du 30/12/2008 - Création d'une « inspection du travail dans l'industrie, les commerces, les services, les professions agricoles et le secteur des transports ». Cette fusion des services de l'inspection du travail (travail, agriculture, transports) entraîne la fin de services

spécifiques d'inspection du travail dans les professions agricoles et dans le secteur des transports.

- ✓ MALADIE PROFESSIONNELLE : Décret du 15/1/2009 - Modification et création de tableaux de maladies professionnelles.
- ✓ MISE A LA RETRAITE : Décret du 30/12/2008 - Fixation du délai dans lequel l'employeur doit interroger par écrit le salarié de ses intentions (trois mois avant la date de son anniversaire) et du délai dans lequel le salarié doit répondre (un mois).
- ✓ REDUCTION FILLON DANS LES REGIMES SPECIAUX : Décret du 7/1/2009 - Modification des modalités d'application de la réduction aux employeurs relevant des régimes spéciaux de sécurité sociale des marins, des mines et des clercs et employés de notaires.
- ✓ REGIME SPECIAUX : Décrets du 22/12/2008 et du 30/12/2008 - Modification des dispositions relatives au lien entre rachat d'année d'études et retraite anticipée, à la surcote et à la revalorisation des pensions s'agissant de certains régimes spéciaux.
- ✓ RETRAITE : Décret du 9/1/2009 - Sous réserve de remplir certaines conditions, les salariés étrangers peuvent demander, conjointement avec leur employeur, une exemption d'affiliation au régime d'assurance vieillesse
- ✓ RETRAITE COMPLEMENTAIRE DES PHARMACIENS : Décret du 22/12/2008 - Suppression de la classe 1 de cotisation au régime d'assurance vieillesse complémentaire des pharmaciens à compter du 1/7/2009. Les assurés au régime qui n'ont pas expressément opté pour une classe seront alors placés d'office dans la classe 3.
- ✓ SUBSTANCES DANGEREUSES : Arrêté du 16/1/2009 - Fixation de nouvelles dispositions relatives à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses.
- ✓ TRAVAILLEURS ETRANGERS : Décret du 2/1/2009 - Fixation des nouveaux montants des taxes dues par les étrangers pour la délivrance d'un premier titre de séjour, son renouvellement ou la délivrance d'un duplicata, ainsi que pour les employeurs embauchant un travailleur étranger.
- ✓ ZRR et ZRU : Décret du 30/12/2008 - Publication de la nouvelle formule de calcul de l'exonération s'appliquant aux salariés dont le contrat a pris effet postérieurement au 1/1/2008 et modification des modalités de détermination de l'effectif pour les embauches réalisées à compter du 1/1/2009.

#### **DIRECTIVES – CIRCULAIRES – LETTRES CIRCULAIRES ....**

- ✓ AIDES AUX ESAT POUR LES TRAVAILLEURS HANDICAPES : Lettre-circulaire ACOSS du 29/12/2008 - Précision sur le régime social de l'aide au poste, versée par l'Etat aux établissements ou services d'aide par le travail (ESAT) pour chaque personne handicapée qu'ils accueillent.
- ✓ AIDE MENAGERE A DOMICILE : Circulaires CNAV du 15/12/2008 et 22/12/2008 - Publication des paramètres financiers de l'aide ménagère à domicile pour 2009.

- ✓ AT-MP : Circulaire CNAM du 2/1/2009 - Réévaluation des montants des prestations AT-MP au 1/1/2009.
- ✓ AVANTAGES EN NATURE : Lettre circulaire du 13/1/2009 - Confirmation des montants forfaitaires de l'avantage en nature et logement dont peuvent bénéficier les salariés et assimilés pour l'année 2009.
- ✓ BONS D'ACHATS : Lettre-Circulaire ACOSS du 13/1/2009 - Précisions sur la présomption de non-assujettissement des bons d'achats et des cadeaux en nature servis par le CE ou les entreprises en 2009.
- ✓ CHEQUES VACANCES : Instruction DGFIP du 22/1/2009 - Fixation de la limite d'exonération de la contribution de l'employeur à l'acquisition par les salariés de chèques vacances et du montant de revenu fiscal de référence pour en bénéficier.
- ✓ COTISATION GMP : Circulaire AGIRC-ARRCO du 5/1/2009 - Maintien à titre provisoire de la cotisation GMP.
- ✓ EPARGNE SALARIALE : Circulaire DSS du 30/12/2008 - Précision sur les sommes entrant dans l'assiette du nouveau forfait social de 2% à la charge de l'employeur sur les sommes versées au titre de l'épargne salariale et à la retraite supplémentaire ainsi que sur les modalités de recouvrement.
- ✓ GRATIFICATION DES STAGIAIRES : Circulaire ACOSS du 29/12/2008 - Précisions sur l'entrée en vigueur des dispositions du décret du 31/1/2008, le versement de la gratification et le calcul de la franchise.
- ✓ RACHAT DES ANNEES D'ETUDES : Circulaire AGIRC/ARRCO du 16/1/2009 - Publication du barème applicable aux rachats en 2009.
- ✓ STRUCTURE D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE : Circulaire DGEFP du 10/12/2008 - Présentation des nouvelles modalités de conventionnement des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE).

## **INFORMATIONS DIVERSES**

- ✓ AIDES A L'EMPLOI DES AGEFIPH : Revalorisation des aides pérennes à compter du 8/1/2009 et fixation des nouvelles aides issues du plan de soutien 2009-2010.
- ✓ ASSURANCE CHOMAGE : Un accord sur la nouvelle convention d'assurance chômage a été ouvert à la signature le 23/12/2008. Il n'a été signé que par un syndicat de salariés et il risque de ne pas entrer en vigueur du fait de l'opposition des autres syndicats. Dans l'attente, un accord de sécurisation du régime d'assurance chômage a également été signé afin de prolonger la convention en vigueur depuis le 2006. Cet accord est en principe applicable jusqu'à la date d'entrée en vigueur de la nouvelle convention et au plus tard jusqu'au 15/2/2009.
- ✓ CARNET DE SANTE DES SALARIES : Adoption d'un amendement au projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement prévoyant à titre expérimental un carnet de santé du salarié.

- ✓ DONS D'ORDINATEUR AUX SALARIES : Instruction DGFIP du 5/1/2009 - Précisions sur le don de matériels informatiques et de logiciels aux salariés.
- ✓ FORMATION PROFESSIONNELLE : Un accord interprofessionnel sur le développement de la formation tout au long de la vie professionnelle, la professionnalisation et la sécurisation des parcours professionnels est ouvert la signature.
- ✓ MODERNISATION DU MARCHÉ DU TRAVAIL : Avenant du 12/1/2009 à l'accord national interprofessionnel du 11/1/2008 - Report au 1/5/2009 au plus tard de l'obligation de maintien du bénéfice des garanties des couvertures complémentaires santé et prévoyance pendant une période de chômage.
- ✓ RMI : Le montant du RMI est revalorisé au 1/1/2009 est porté à 454,63€ pour une personne seule.

## ARRETES D'EXTENSIONS

BRANCHES	THEME	DATES
AIDE A DOMICILE	Emplois et rémunérations	Avenant du 22/10/2008 JO du 14/1/2009
BISCUITERIES, CHOCOLATERIE, PREPARATION POUR ENTREMETS N°3270	Modification du champ d'application (réserves)  Salaires	Accord du 1/4/2008 JO du 8/1/2008  Avenant du 19/6/2008 JO du 14/1/2009
CABINET OU ENTREPRISES D'EXPERTISES EN AUTOMOBILES N°3295	Indemnités de fin de carrière	Avenant 17 juin 2008 JO du 23/1/2009
CARRIERES & MATERIAUX (OUVRIERS) PACA N° 3081	Salaires	Accord régional du 3/11/2008 JO du 14/1/2009
CHAUSSURES (DETAILLANT) N°3008	Rémunération des employés et des cadres (réserves)	Avenants du 10/8/2008 JO du 14/1/2009
COMMERCES DE DETAIL DE PAPETERIE, FOURNITURES DE BUREAU, DE BUREAUTIQUE ET INFORMATIQUE	Rémunération du contrat de professionnalisation (réserves)	Avenant du 18/9/2008 JO du 14/1/2009
CYNEGETIQUES (PERSONNELS DES STRUCTURES ASSOCIATIVES) N°3327	Extension de la convention collective (réserves)  Rémunération  Régime de retraite supplémentaire  Transfert des provisions mathématiques du contrat AGF	Convention collective du 13/12/2007  Avenant du 22/5/2008 JO du 1/1/2009  Accord national professionnel du 13/12/2007 Avenant du 22/5/2008 JO du 7/1/2009
ENTREPRISES DE L'INDUSTRIE ET DES COMMERCES EN GROS DES VIANDES N°3179	Rémunération	Avenant du 24/9/2008 JO du 14/1/2009
HORLOGERIE BIJOUTERIE (COMMERCE DE DETAILS)	Egalité professionnelle	Accord national professionnel du 20/3/2008 JO du 16/1/2009
INDUSTRIE ALIMENTAIRE	Santé au travail	Accord national professionnel du 29/2/2008 JO du 14/1/2009
MANUTENTION PORTUAIRE N° 3273	Mise en place d'une gratification annuelle (Réserves)	Accord du 29/4/2008 JO du 27/1/2009
NEGOCE DES MATERIAUX DE CONSTRUCTION N°3154	Salaires (ouvriers, Etam, agents de maîtrise, cadres)	Avenant du 18/9/2008 JO du 22/1/2009

PERSONNEL DES HUISSIERS DE JUSTICE N°3037	Modification de nombreuses dispositions de la convention collective (notamment les salaires, la durée du travail, prime d'ancienneté, jours fériés, retraite complémentaires)	Avenants du 14/3/2008 JO du 14/1/2009
	Ecole nationale de procédure (exclusion de l'annexe : statut de l'association)	Avenant du 23/4/2008 JO du 14/1/2009
PROFESSIONS LIBERALES	Modification de l'arrêté portant extension d'accords nationaux professionnels	Arrêté du 15/12/2000 JO du 27/1/2009
PROMOTION CONSTRUCTION N°3248	Salaires	Avenant 9/10/2008 JO du 15/1/2009
TRACTEURS & MATERIELS AGRICOLES (COMMERCES&REPARATION) N°3131	Salaires	Avenant du 4/7/ 2008 JO du 7/1/2008
TRANSPORTS ROUTIERS & ACTIVITES AUXILIAIRES DE TRANSPORT N°3085	Rémunération personnel ambulancier	Avenant du 21/12/2007 JO du 11/1/2009
	Accord de réduction du temps de travail des personnels des entreprises de transport sanitaire	Avenant du 16/1/2008 JO du 11/1/2009